

Administration Communale
de
Molenbeek-Saint-Jean

Extrait du Registre aux délibérations
du Conseil communal.

Bureau 22

Séance du 22 novembre 2007.

JD

Où étaient présents : M. MOUREAUX, Bourgmestre-Président ;
Mme SCHEPMANS, M. DAIF, Mme PIQUARD, MM. BASTENIER, IKAZBAN, GYPERS,
EL KHANNOUSS, VAN DAMME, Mme VANDE MAELE, Echevins,
MM. MAGERUS, NAVARRE, Mme VAN NIEUWENHOVEN, M. PRETLOT, Mme BOUSELMATI,
MM. ACHAOUÏ, CHAHID, Mmes OUBERRI, BELHOUARI, M. VERMEULEN, Mme EL BELGHITI,
M. BARKHANE, Mmes TURINE, SEYNS, MM. AZAOUM, GJANAJ,
Mmes EL HAJJAJI, P. TITO, BOMELE, M. DHALLUÏN, Mme BASTIN, MM. EYLENBOSCH,
MERTENS, LEONARD, Mmes EVRAUD, POCHET, MM. CHAKIR, EL ABOUDI, MAHY,
COEURNELLE, BENTALEB, Conseillers ;
Monsieur DE WINNE, Secrétaire communal.

L'ordre du jour porte sous le n° 83: Motion sur l'union locale pour le climat

Considérant que le réchauffement climatique est un sujet de préoccupation prioritaire des citoyens. Les températures anormalement élevées de ces dernières années et la fréquence croissante des anomalies climatiques, proches ou éloignées, ayant toutes des conséquences humaines et sociales fâcheuses doivent nous faire réagir sans plus attendre.

Considérant que la température annuelle moyenne à Uccle a augmenté :

- d'environ 0,7° par rapport aux moyennes enregistrées entre 1953 et 1983;
- d'environ 1,5° par rapport aux moyennes enregistrées entre 1833 et 1862.

Attendu que onze des douze dernières années figurent au palmarès des 12 années les plus chaudes depuis que l'on dispose d'enregistrements (1850).

Vu le dernier rapport scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) publié en avril 2007 confirme et précise l'imminence du risque de dérèglements climatiques majeurs et conseille sur les mesures à prendre pour limiter ce changement et les effets néfastes sur la survie de la planète.

Considérant que selon le rapport Stern (The economics of climate change, novembre 2006), les coûts du changement climatique s'élèveraient à 5.500 milliards d'euros d'ici 2050 si rien n'est fait pour infléchir la tendance actuelle.

Considérant que dans le cadre du protocole de Kyoto, la Belgique s'est engagée à réduire de 7,5 % les émissions de gaz à effet de serre pour 2012 par rapport à celles émises en 1990.

Vu que la Commission européenne vient de contraindre la Belgique, considérée comme mauvaise élève en matière de lutte contre le réchauffement, de diminuer de 7% ses quotas d'émissions de CO2 (gaz à effet de serre) pour ses industries.

Considérant que la commune de Molenbeek dispose de leviers d'action importants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en matière de mobilité, de gestionnaire d'un parc immobilier important, de l'aménagement du territoire et comme employeur.

Considérant qu'à consommation constante, la charge budgétaire des coûts énergétiques de la

commune sera inévitablement et constamment croissante les prochaines années. Il convient dès lors de souligner que si un investissement dans une politique contribuant efficacement à l'amélioration de l'environnement permet de faire des économies d'énergie, elle permet également de faire des économies d'argent. Cela vaut autant pour la commune que pour chaque citoyen.

Considérant que la commune a également un rôle important en termes "d'exemple de bonnes pratiques" et a déjà mené un nombre important de ce type d'actions au cours des dernières législatures.

Considérant que la présente motion "Union Locale pour le Climat" s'inscrit dans cette dynamique.

Motion

Au vu de ce qui précède, le Conseil Communal décide à l'unanimité:

OBJECTIF 1. de réduire les émissions CO² sur la commune de Molenbeek

Art. 1. Par rapport à 1990, la commune de Molenbeek se fixe un objectif ambitieux de réduction premier de la consommation d'énergie à l'horizon 2012 sur son territoire.

Pour montrer l'exemple, elle se fixe comme objectif de réduire de 25% la consommation d'énergie des immeubles appartenant au domaine public de la commune (immeubles administratifs, écoles, maisons de repos, crèches etc.).

Elle poursuivra en outre, la réalisation d'audits énergétiques des immeubles susmentionnés, visant à apporter en la matière des solutions appropriées selon un échéancier fixé.

Elle réalisera également un Agenda 21 pour le développement durable local comportant notamment un volet d'actions visant à la réduction des émissions CO² en répondant notamment aux appels à projet lancés dans ce cadre.

Art. 2 La commune encouragera l'implantation de sources alternatives de production d'énergie sur son territoire, telles que la cogénération de qualité, le placement de panneaux photovoltaïques, de capteurs solaires, de chaudières à pellets de bois, etc.

A cette fin, elle diffusera l'information sur les incitants existants pour les particuliers et pour les entreprises (primes et avantages fiscaux). En particulier, elle incitera les demandeurs de permis d'urbanisme à intégrer cette dimension dans leur projet.

Pour son propre compte, elle se fournira en électricité verte pour les besoins des infrastructures communales, au maximum des possibilités offertes par le marché.

Elle accélérera le renouvellement d'installations vétustes d'éclairage public par des nouveaux luminaires offrant un meilleur rendement.

Art. 3 Pour les projets de construction réalisés pour son propre compte, la commune inclura systématiquement des clauses d'éco-efficience dans les cahiers des charges et s'engage à anticiper la certification énergétique des bâtiments, qui sera rendue obligatoire par la transcription des directives européennes dans notre droit, et d'appliquer le standard « construction passive » pour toute nouvelle construction et le standard « basse énergie » pour toute rénovation complète d'immeubles existants.

Elle incitera les sociétés de logements sociaux actives sur son territoire à adapter « écologiquement et économiquement » les logements sociaux (isolation, équipement,...).

Dans le cadre de la conception de plans d'aménagement pour de nouveaux quartiers, la

dimension de réduction des émissions de CO² sera prise en compte.

Art. 4 La commune mettra tout en oeuvre pour favoriser la mise en place d'une économie locale durable.

Dans ce cadre, elle poursuivra et renforcera ses initiatives visant à stimuler des activités économiques à enracinement local, respectueux de l'environnement et participant à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, notamment par les moyens suivants :

- en favorisant la valorisation énergétique des déchets
- en amplifiant la sensibilisation et la formation des différents corps de métier aux principes et techniques de l'utilisation rationnelle de l'énergie
- en étudiant la possibilité de création d'un « parc d'entreprises durables »
- en renforçant l'information des entreprises sur les bénéfices de l'éco-efficience
- en favorisant une politique d'achats durables.

OBJECTIF 2. d'oeuvrer à une mobilité durable

Art. 5 Dans le cadre de l'objectif régional bruxellois d'une réduction de 20% du trafic routier d'ici 2010, la commune renforcera les plans locaux de mobilité et les plans de déplacements scolaires, de manière à avoir un recours massif aux transports publics pour circuler dans la ville, de réduire significativement la place accordée à la voiture en faveur des itinéraires cyclistes, piétons et de transport public.

Plus particulièrement, la commune lancera au plus vite les tests de mobilité prévus dans la phase 4 du PCM dans les quartiers tels que le Centre Historique, l'axe Delahoese-Fuschias, le Quartier Maritime.

En outre, la commune de Molenbeek mettra au plus vite en oeuvre la politique de stationnement que le Conseil communal a adopté en date du 25 octobre 2007.

Art. 6 La commune poursuivra l'étude en cours concernant son Plan de Déplacement d'Entreprise pour le personnel communal et la finalisera avant le 1er juillet 2008. Dans ce cadre, elle renforcera son action visant à encourager l'utilisation du vélo par le personnel communal.

Elle poursuivra le processus de remplacement progressif de son parc automobile par des véhicules "propres", en se référant notamment à l'ordonnance relative à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de l'air ambiant du 25 mars 1999 et à ses arrêtés d'application¹.

Art. 7 La commune exigera de la Région de Bruxelles-Capitale que les transports publics motorisés circulant sur son territoire recourent progressivement aux carburants propres et rejetant moins de CO².

OBJECTIF 3. de faire participer la population

Art. 8 Dans la mesure du possible, et en tenant compte des moyens fédéraux et régionaux disponibles à cet effet, la commune jouera l'interface pour favoriser la possibilité de

¹ L'Ordonnance Air impose aux organismes publics régionaux ayant une flotte de plus de 50 véhicules de posséder au moins 20% de véhicules propres d'ici 2008. Les administrations concernées par cette mesure sont clairement identifiées par l'arrêté d'exécution du 3 juillet 2003, dit arrêté « véhicule propre ». Cet arrêté définit les véhicules propres comme tout véhicule utilisant un des moyens de propulsion suivants : Essence ou diesel anticipant la Norme EURO 4, Gaz naturel comprimé, LPG, Biodiesel, Méthanol, Ethanol, Electrique (batterie et pile à combustible), Moteur hybride (parallèle, de série, combiné), Air comprimé. Afin d'aider les organismes publics dans leur acquisition de véhicules propres, l'IBGE a développé un deuxième outil, en plus de l'écoscore : un modèle de cahier spécial des charges sur lequel les administrations peuvent s'appuyer pour rédiger un appel d'offre. Il est disponible sur le site de l'ibge.

recours à un audit énergétique gratuit des logements.

- Art. 9 La commune proposera un ensemble de mesures et d'actions concrètes favorisant l'apprentissage de comportements soucieux du respect d'un environnement durable à inscrire dans le projet éducatif relatif à ses écoles mais à destination aussi des commerçants et du milieu associatif de la commune.
- Art. 10 La commune, dans la limite de ses moyens disponibles, offrira des primes incitatives à l'achat de certains équipements participant à l'économie d'énergie et soutiendra activement la mise en place de groupements citoyens qui travaillent sur l'indépendance énergétique locale.

AINSI FAIT EN SEANCE PUBLIQUE.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Jacques DE WINNE

Le Président,

Philippe MOUREAUX.

Gemeentebestuur
van
SINT-JANS-MOLENBEEK

Uittreksel uit de Notulen van de Gemeenteraad

Bureau
Ref.

Zitting van 22 november 2008.

Waren aanwezig : De h. MOUREAUX, Burgemeester-Voorzitter,
Mevr. SCHEPMANS, De h. DAIF, Mevr. PIQUARD, De heren BASTENIER, IKAZBAN, GYPERS,
EL KHANNOUSS, VAN DAMME, Mevr. VANDE MAELE, Schepenen,
De heren MAGERUS, NAVARRE, Mevr. VAN NIEUWENHOVEN, De h. PRETLOT, Mevr.
BOUSELMATI, De heren ACHAOUÏ, CHAHID, Mevrouwen OUBERRI, BELHOUARI, De h.
VERMEULEN, Mevr. EL BELGHITI, De h. BARKHANE, Mevrouwen TURINE, SEYNS, De heren
AZAOUM, GJANAJ, Mevrouwen EL HAJJAJI, P'TITO, BOMELE, De h. DHALLUIN, Mevr.
BASTIN, De heren EYLENBOSCH, MERTENS, LEONARD, Mevrouwen EVRAUD, POCHET, De
heren CHAKIR, EL ABOUDI, MAHY, COEURNELLE, BENTALEB, Raadsleden.
De h. DE WINNE, Gemeentesecretaris.

D E R A A D,

Agendapunt nr. 83 luidt als volgt: 'Motie over de lokale unie voor het klimaat'

Overwegende dat de klimatologische opwarming een prioritaire zorg voor de burgers is. De abnormaal hoge temperaturen van de laatste jaren en de toenemende groei van de klimatologische onregeligheden, ongeacht of deze nabij of ver weg zijn, die alle ernstige menselijke en sociale gevolgen hebben, moeten ons onmiddellijk wakker schudden!

Overwegende dat de gemiddelde jaartemperatuur in Ukkel toegenomen is:

- met ongeveer 0,7° ten opzichte van de gemiddelden die geregistreerd werden tussen 1953 en 1983;
- met ongeveer 1,5° ten opzichte van de gemiddelden die geregistreerd werden tussen 1833 en 1862.

Overwegende dat elf van de twaalf laatste jaren in het 'palmares' opgenomen zijn van de 12 warmste jaren sinds men over geregistreerde metingen beschikt (1850).

Gelet op het laatste wetenschappelijk verslag van de Intergouvernementele Werkgroep inzake klimaatverandering (IPCC), dat in april 2007 gepubliceerd werd, dat de dreiging van het risico op grote klimatologische ontregelingen bevestigt en verduidelijkt, en advies geeft over de maatregelen die genomen moeten worden om deze verandering en de nefaste gevolgen voor het behoud van de planeet te beperken.

Overwegende dat volgens het Stern-verslag (The economics of climate change, november 2006), de kosten voor de klimaatsverandering tegen 2050 zouden oplopen tot 5.500 miljard euro als niets ondernomen wordt om de huidige tendens om te buigen.

Overwegende dat België zich in het kader van het Kyoto-protocol, ertoe verbonden heeft de emissies met broeikas effect voor 2012 met 7,5% te reduceren, in vergelijking met die welke in 1990 uitgezonden werden.

Overwegende dat de Europese Commissie onlangs België, dat slecht scoort op het vlak van de bestrijding van de opwarming, verplicht heeft zijn quota voor CO₂-uitstoot (gassen met broeikas effect) met 7% te verminderen voor zijn industrieën.

Overwegende dat de gemeente Molenbeek over belangrijke actiehefbomen beschikt om de gasuitstoten met broeikas-effect te verminderen inzake de mobiliteit, het beheer van een aanzienlijk vastgoedbestand, de ruimtelijke ordening en als werkgever.

Overwegende dat met een constant verbruik, de begrotingslast van de energiekosten van de gemeente de komende jaren onvermijdelijk zal blijven toenemen. Daarom moet benadrukt worden dat, hoewel een investering in een beleid dat efficiënt tot de verbetering van de leefomgeving bijdraagt, voor energiebesparingen kan zorgen, we ook geld kunnen uitsparen. Dit geldt zowel voor de gemeente als voor alle burgers.

Overwegende dat de gemeente eveneens een belangrijke rol speelt inzake "het voorbeeld van goede praktijken" en reeds een aanzienlijk aantal gelijkaardige acties in de loop van de laatste legislaturen gevoerd heeft.

Overwegende dat deze motie "Lokale unie voor het klimaat" in deze dynamiek past.

Motie

Gelet op wat voorafgaat, beslist de Gemeenteraad eenparig:

DOELSTELLING 1: de CO²-uitstoten in de gemeente Molenbeek beperken

Art. 1: Ten opzichte van 1990, houdt de gemeente Molenbeek een ambitieuze doelstelling voor ogen, nl. het energieverbruik tegen 2012 op haar grondgebied te beperken.

Om het goede voorbeeld te geven, is ze van plan het energieverbruik in de gebouwen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, met 25% te verminderen (administratieve gebouwen, scholen, rusthuizen, kinderdagverblijven enz.).

Bovendien zal ze de verwezenlijking van energieaudits van bovenvermelde gebouwen voortzetten, met de bedoeling ter zake gepaste oplossingen te bieden volgens een vastgesteld tijdschema.

Ze zal ook een 'Agenda 21' verwezenlijken voor de lokale duurzame ontwikkeling, waarin met name een luik 'Acties' opgenomen is, dat bedoeld is om de CO₂-uitstoot te beperken, door met name te beantwoorden aan de projectoproepen die in dit kader gedaan worden.

Art. 2: De gemeente zal de inplanting van alternatieve energieproductiebronnen op haar grondgebied aanmoedigen zoals de kwaliteitsvolle cogeneratie, de installatie van fotovoltaïsche panelen, zonnereceptoren, verwarmingsketels met houtpelletten enz.

Hiertoe zal ze de informatie verspreiden over de bestaande stimuli voor particulieren en voor ondernemingen (premies en fiscale voordelen). In het bijzonder, zal ze de aanvragers van stedenbouwkundige vergunningen aanzetten om deze dimensie in hun project te integreren.

Voor haar eigen rekening moet ze zichzelf bevoorraden in groene elektriciteit voor de noden van de gemeentelijke infrastructuur, aan het maximum van de mogelijkheden die de markt te bieden heeft.

Ze moet de vernieuwing versnellen van oude installaties voor de openbare verlichting, door nieuwe lichtinrichtingen met een beter rendement.

Art. 3: Voor de bouwprojecten die voor eigen rekening verwezenlijkt worden, zal de gemeente systematisch clausules inzake ecologische efficiëntie aan de lastenboeken toevoegen en verbindt ze zich ertoe de energetische certificatie van gebouwen te anticiperen, die verplicht zal worden door de transcriptie van de Europese richtlijnen in ons recht, en de norm "passieve constructie" toe te passen voor elk nieuw gebouw en de norm "lage energie" voor elke volledige renovatie van bestaande gebouwen.

Ze moet de sociale huisvestingsmaatschappijen die op haar grondgebied actief zijn, aansporen om de sociale woningen "op ecologische en economische wijze" aan te passen (isolatie, uitrusting...).

In het kader van de conceptie van plannen voor de inrichting van nieuwe wijken, moet de dimensie van de reductie van de CO²-uitstoot in rekenschap worden gebracht.

Art. 4: De gemeente moet alles in het werk stellen om de invoering van een duurzame sociale economie te bevorderen.

In dit kader moet ze haar initiatieven voortzetten en versterken die bedoeld zijn om economische activiteiten met lokale roots te stimuleren, die het leefmilieu eerbiedigen en bijdragen tot de verbetering van de leefomgeving van haar inwoners, met name via de volgende middelen:

- door de energetische opwaardering van het afval te bevorderen
- door de sensibilisering en de opleiding van de verschillende vakgebieden uit te breiden met de principes en technieken voor rationeel energieverbruik
- door de mogelijkheid te onderzoeken om een "park met duurzame ondernemingen" op te richten
- door de ondernemingen beter te informeren over de voordelen van de ecologische efficiëntie
- door een beleid inzake duurzame aankopen te bevorderen.

DOELSTELLING 2. Inspanningen voor een duurzame mobiliteit leveren

Art. 5 In het kader van de doelstelling van het Brussels Gewest, die erin bestaat het verkeer met 20% te verminderen tegen 2010, zal de gemeente de lokale mobiliteitsplannen en de plannen voor schoolverplaatsingen versterken, op dergelijke wijze dat ze massaal een beroep kan doen op het openbaar vervoer om in de stad rond te rijden, om de rol die aan de auto toegekend wordt, aanzienlijk te beperken ten voordele van de routes voor fietsers en voetgangers, en het openbaar vervoer.

Meer in het bijzonder, zal de gemeente zo snel mogelijk de mobiliteitstesten opstarten die voorzien zijn in fase 4 van het GMP, in wijken zoals het Historisch Centrum, de verkeersas Delahoese – Fuchsias, de Maritiemwijk.

Bovendien zal de gemeente zo snel mogelijk het parkeerbeleid invoeren dat de Gemeenteraad aangenomen heeft op datum van 25 oktober 2007.

Art. 6 De gemeente zal het onderzoek voortzetten dat in uitvoering is over haar Bedrijfsvervoerplan voor het gemeentepersoneel, en zal dit voor 1 juli 2008 vervolledigen. In dit kader, zal ze haar actie versterken die bedoeld is om het gebruik van de fiets door het gemeentepersoneel aan te moedigen.

Ze zal het proces voortzetten voor de progressieve vervanging van haar wagenpark door propere voertuigen, door met name te verwijzen naar de ordonnantie betreffende de evaluatie en de verbetering van de kwaliteit van de omgevingslucht, van 25 maart 1999 en de toepassingsbesluiten ervan².

² De luchtordonnantie legt de gewestelijke overheidsinstellingen met een wagenpark van meer dan 50 voertuigen op, tegen 2008 minstens 20% propere voertuigen te bezitten. Via deze maatregel worden de betrokken besturen duidelijk geïdentificeerd door het uitvoeringsbesluit van 3 juli 2003, het zogenaamde besluit "propere voertuigen". Dit besluit definieert propere voertuigen als alle voertuigen die een van de volgende propulsiemiddelen gebruiken: benzine of diesel, die anticiperen op de EURO 4-norm, samengeperst natuurgas, LPG, biodiesel, methanol, ethanol, elektriciteit (batterij en brandstofbatterij), hybridemotor (parallel, serie, gecombineerd), samengeperste lucht. Om de overheidsinstellingen te helpen bij hun aankoop van propere voertuigen, heeft het BIM een tweede middel uitgewerkt, bovenop de ecoscore: een model van een bijzonder lastenboek waarop besturen kunnen steunen om een offerteaanvraag op te stellen. Het is beschikbaar op de website van het BIM.

Art. 7 De gemeente zal van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eisen dat het gemotoriseerd openbaar vervoer dat zich op haar grondgebied verplaatst, geleidelijk aan zou overschakelen op propeere brandstoffen en minder CO² zou uitstoten.

DOELSTELLING 3. De bevolking laten participeren

Art. 8 In de mate van het mogelijke en rekening houdend met de federale en regionale middelen die hiertoe beschikbaar zijn, moet de gemeente als tussenschakel fungeren om de mogelijkheid te vergemakkelijken om een beroep te doen op een gratis energieaudit voor woningen.

Art. 9 De gemeente moet een geheel van concrete maatregelen en acties voorstellen die het aanleren bevorderen van gedragingen waarbij rekening gehouden wordt met een duurzaam leefmilieu, die ingeschreven moeten worden in het educatief project dat haar scholen aanbelangt, maar dat ook bestemd is voor handelaars en het verenigingsleven van de gemeente.

Art. 10 Binnen de perken van de middelen die ze ter beschikking heeft, zal de gemeente premies aanbieden die aanzetten tot de aankoop van bepaalde uitrustingen die bijdragen tot energiebesparingen en zal ze actief de invoering van burgergroeperingen steunen die ijveren voor de lokale energetische onafhankelijkheid.

ALDUS GEDAAN IN OPENBARE ZITTING,

Op last:

De Gemeentesecretaris,

Jacques DE WINNE

De Voorzitter,

Philippe MOUREAUX